

30  
septembre  
1991

## Loi sur la police du commerce (LPCoM)

Etat au  
1<sup>er</sup> septembre 2007

*Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,*

sur la proposition du Conseil d'Etat, du 26 août 1987, et d'une commission spéciale,

*décète:*

### CHAPITRE PREMIER

#### Dispositions générales

- But** **Article premier** La présente loi a pour but de régler l'exercice du commerce dans le canton de Neuchâtel afin de garantir, par des mesures de police et de politique sociale, l'ordre et la tranquillité publics, ainsi que la paix sociale, de prévenir ou d'écarter certains dangers, et de protéger le public contre les agissements déloyaux en affaires.
- Champ d'application** **Art. 2** <sup>1</sup>La loi s'applique à toute activité de caractère commercial consistant à vendre des marchandises au détail ou à fournir des services, à titre permanent ou occasionnel, principal ou accessoire.
- Réserves** **Art. 3** Sont réservées:
- a) les dispositions du droit fédéral, des concordats intercantonaux et du droit cantonal qui règlent le commerce de certaines marchandises et l'exercice de certaines activités commerciales;
  - b) les autres dispositions cantonales dont le champ d'application est en connexité avec celui de la présente loi, en particulier les prescriptions sur la police sanitaire, la protection de l'environnement, l'aménagement du territoire, les constructions, la protection des travailleurs, le dimanche et les jours fériés.
- Exercice du commerce** **Art. 4** Quiconque exerce une activité commerciale soumise à la présente loi doit être identifiable par une indication apparente de sa raison de commerce, à défaut de ses nom et prénom, ou l'indication de l'entreprise pour laquelle il travaille.
- a) identification
- b) obligation de loyauté **Art. 5** <sup>1</sup>Toute offre de marchandise ou de prestation de service doit être conforme au principe de la loyauté en affaires.
- <sup>2</sup>Les marchandises et les prestations de tout genre seront mises en vente ou offertes sous une forme qui exclut toute possibilité de tromperie ou d'erreur quant à leur nature, leur qualité ou leur quantité, ainsi que tout risque de confusion avec des marchandises ou des prestations analogues.

c) publicité **Art. 6** Le principe de l'identification et l'obligation de loyauté s'appliquent à la publicité commerciale, sous quelque forme que ce soit.

d) locaux **Art. 7** Les locaux doivent être adaptés à l'activité qui s'y exerce, notamment en ce qui concerne les conditions de travail et les besoins de la clientèle, et répondre aux prescriptions légales en vigueur.

## CHAPITRE 2

### Ouverture des magasins

Définition **Art. 8** Est considéré comme magasin tout local ou installation accessible au public et utilisé de manière permanente ou occasionnelle pour la vente de marchandises au détail ou la fourniture de services, qui dispose d'un accès indépendant ou qui se trouve à l'intérieur d'une entreprise d'une autre nature ou d'un appartement.

Heures d'ouverture **Art. 9** <sup>1</sup>Du lundi au samedi, les magasins peuvent être ouverts dès 6 heures.

<sup>2</sup>Ils doivent être fermés:

a) à 18 h 30 du lundi au vendredi;

b) à 17 h 00 le samedi;

c) à 18 h 00 au plus tard la veille des jours fériés, lorsque ces jours ne tombent pas un dimanche.

Ouvertures tardives et prolongées **Art. 10**<sup>1)</sup> <sup>1</sup>Les magasins peuvent être ouverts:  
a) jusqu'à 22 heures un soir par semaine dans les quinze jours précédant Noël;

b) deux autres soirs de l'année;

c) jusqu'à 20 heures le jeudi soir.

<sup>2</sup>A la requête des commerçants et après avoir pris l'avis des milieux intéressés, notamment des associations professionnelles, le Conseil communal réglemente la prolongation d'ouverture du jeudi soir et désigne chaque année ces quatre soirs d'ouverture tardive.

<sup>3</sup>L'article 9, alinéa 2, lettre c, est réservé.

Fin du service **Art. 11** Les personnes qui se trouvent dans le magasin à l'heure de fermeture peuvent encore être servies dans la demi-heure qui suit.

Fermeture hebdomadaire  
a) principe **Art. 12** <sup>1</sup>Dans les semaines comptant six jours ouvrables, mais en dehors de la période comprise entre le 15 décembre et le 5 janvier, les magasins doivent rester fermés une demi-journée, soit le matin jusqu'à 13 heures au moins, soit l'après-midi dès 13 heures au plus tard.

<sup>2</sup>Après avoir pris l'avis des associations professionnelles intéressées, le Conseil communal fixe ce demi-jour de fermeture hebdomadaire pour chaque branche d'activité. Toutefois, le commerçant peut porter son choix sur un autre

---

<sup>1)</sup> Teneur selon L du 5 février 1996 (FO 1996 N° 13)

demi-jour de la semaine; il doit alors l'annoncer au Conseil communal et il est lié par sa décision pendant douze mois.

<sup>3</sup>Le demi-jour de fermeture hebdomadaire doit être indiqué de manière permanente et visible à la porte ou dans les vitrines du magasin.

b) succursales **Art. 13** Sur le territoire communal, les succursales d'une même entreprise doivent rester fermées le même demi-jour ouvrable de la semaine.

Dimanches et jours fériés  
a) principe **Art. 14** Les magasins sont fermés le dimanche et les jours fériés, ainsi que le 2 janvier, le lundi de Pâques, le lundi de Pentecôte, le lundi du Jeûne fédéral et le 26 décembre.

b) exceptions **Art. 15** Cette disposition n'est pas applicable aux magasins d'alimentation qui sont autorisés à ouvrir, moyennant compensation, de 6 heures à 17 heures.

c) compensation **Art. 16** <sup>1</sup>La compensation s'opère par demi-journées de fermeture dans la semaine qui précède ou qui suit l'ouverture du dimanche ou des autres jours mentionnés à l'article 14, éventuellement dans les quatre semaines qui précèdent ou qui suivent, s'il y a plusieurs jours d'ouverture à compenser dans la même semaine.

<sup>2</sup>L'ouverture d'un magasin durant moins de deux heures ne donne pas lieu à compensation.

Cas particuliers **Art. 17** <sup>1</sup>Pour répondre aux exigences du tourisme ou à certaines particularités locales, le Conseil communal peut, après avoir pris l'avis des associations professionnelles intéressées, autoriser l'ouverture, le dimanche et les autres jours mentionnés à l'article 14, ou retarder jusqu'à 22 heures, du lundi au samedi, l'heure de fermeture des magasins:

a) affectés essentiellement à la vente de produits de première nécessité ou d'autres articles de peu de valeur;

b) de caractère typiquement frontalier situés aux points de pénétration importants entre la Suisse et la France;

c) exploités sous la forme d'entreprises familiales et situés en dehors des agglomérations urbaines et des centres commerciaux.

<sup>2</sup>Le Conseil communal peut en outre retarder jusqu'à 19 heures la fermeture des laiteries qui fonctionnent comme centres collecteurs de lait.

Circonstances exceptionnelles **Art. 18** En cas de circonstances exceptionnelles de caractère commercial ou touristique et sur préavis du Conseil communal et des associations professionnelles intéressées, le Conseil d'Etat peut autoriser les magasins d'une commune, ou certains d'entre eux, à ouvrir le dimanche, ou l'un des autres jours mentionnés à l'article 14, ou à rester ouverts jusqu'à 22 heures, indépendamment des quatre soirs de fermeture tardive prévus à l'article 10.

Magasins à caractère accessoire **Art. 19** En tant qu'ils revêtent un caractère accessoire et sont essentiellement destinés à la clientèle et au personnel des établissements ou institutions auxquels ils se rattachent, les magasins installés dans les hôpitaux et les homes, dans les établissements publics, dans les institutions à but culturel ou sportif et dans les autres institutions analogues peuvent rester ouverts tant et

## 941.01

---

aussi longtemps que ces établissements et institutions demeurent accessibles au public.

Exploitations non réglementées **Art. 20** Ne sont pas soumises à la réglementation concernant l'ouverture et la fermeture des magasins:

- a) la distribution d'essence;
- b) l'exploitation des distributeurs et appareils automatiques.

Régimes spéciaux **Art. 21** Sont en outre réservées:

- a) les dispositions du droit fédéral concernant l'exploitation des magasins sur le domaine des chemins de fer;
- b) les dispositions du droit cantonal concernant l'exploitation des pharmacies et des drogueries.

Expositions commerciales  
a) définition **Art. 22** <sup>1</sup>Les expositions commerciales sont celles où les articles exposés peuvent faire l'objet d'achats ou de prises de commandes au détail, à l'exclusion des ventes de bienfaisance et des manifestations analogues.

<sup>2</sup>Elles peuvent être organisées par un ou plusieurs commerçants, dans les locaux de vente ou à l'extérieur de ceux-ci.

b) autorisation **Art. 23**<sup>2)</sup> <sup>1</sup>L'organisation d'une exposition commerciale en dehors des heures d'ouverture prévues pour les magasins vendant les articles exposés est soumise à l'autorisation du Conseil communal.

<sup>2</sup>Cette autorisation peut être accordée deux fois par année, pour une durée de trois jours au maximum, y compris le dimanche, sauf en décembre.

c) ouverture **Art. 24** Les expositions commerciales peuvent être ouvertes:

- a) jusqu'à 22 heures ..... durant la semaine;
- b) de 10 heures à 20 heures ..... le dimanche.

d) dérogations **Art. 25** <sup>1</sup>Le Conseil communal peut accorder des dérogations concernant la durée et les heures d'ouverture des expositions commerciales collectives qui revêtent en outre un caractère culturel ou touristique.

<sup>2</sup>La durée de telles expositions ne saurait toutefois excéder deux semaines.

e) interdiction de vente directe **Art. 26** <sup>1</sup>La vente directe des articles exposés est interdite, sauf autorisation spéciale du Conseil communal:

- a) lors des expositions commerciales organisées à l'extérieur des locaux de vente;
- b) en dehors des heures d'ouverture prévues pour les magasins vendant les articles exposés, lors des expositions organisées dans les locaux de vente.

<sup>2</sup>Les dispositions concernant le commerce ambulancier et le commerce temporaire sont réservées.

---

<sup>2)</sup> Teneur selon L du 8 mars 2000 (FO 2000 N° 21)

Protection des  
travailleurs

**Art. 27** La présente réglementation sur l'ouverture des magasins s'applique sans préjudice des dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles concernant la durée du travail et le repos du personnel.

### CHAPITRE 3

#### Régime de l'autorisation

Activités soumises  
à autorisation

**Art. 28<sup>3)</sup>** Une autorisation de l'autorité désignée par le Conseil d'Etat est nécessaire:

- a) pour exercer professionnellement le commerce et le courtage en matière immobilière;
- b) pour exercer une activité relevant du commerce ambulant ou temporaire;
- c) pour exercer professionnellement le commerce d'occasions;
- d) pour exercer professionnellement l'activité de mandataire visant à la conclusion d'un mariage ou à l'établissement d'un partenariat, lorsqu'elle concerne des personnes venant de l'étranger ou s'y rendant;
- e) pour exploiter une agence privée de détective et d'investigations;
- f) pour exploiter une agence de placement privé de personnel et de location de services;
- g) abrogé;
- h) pour exercer le commerce de détail des boissons alcooliques;
- i) pour installer ou exploiter un distributeur ou un appareil automatique dans un établissement public, ou un autre lieu accessible au public;
- j) pour exercer toute autre activité commerciale lorsque des dispositions spéciales le prévoient;
- k) pour exercer professionnellement une activité de traiteur.

Conditions  
personnelles

**Art. 29** <sup>1</sup>L'autorisation ne peut être délivrée qu'à une personne physique.

<sup>2</sup>Elle est personnelle et incessible.

Durée

**Art. 30** <sup>1</sup>L'autorisation est en principe délivrée pour une durée de quatre ans commençant au début de la période administrative cantonale.

<sup>2</sup>L'autorisation délivrée au cours d'une telle période est valable jusqu'à la fin de celle-ci.

<sup>3</sup>Pour les activités relevant du commerce ambulant ou temporaire, l'autorisation est délivrée, selon les besoins, pour une durée de trente jours consécutifs ou pour un nombre inférieur de jours fixés à l'avance.

Motifs de refus

**Art. 31** L'autorisation n'est pas accordée aux personnes:

- a) qui n'ont pas l'exercice des droits civils;
- b) qui ne présentent pas des garanties suffisantes de probité et d'honorabilité;

<sup>3)</sup> Teneur selon L du 1<sup>er</sup> février 1993 (FO 1993 N° 12), L du 17 novembre 1999 (FO 1999 N° 92) et L du 25 juin 2003 (FO 2003 N° 49) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2004

c) qui ont été condamnées pour un crime ou un délit intentionnel, tant que le jugement n'a pas été radié du casier judiciaire;

d) qui ont été condamnées à plus de deux reprises, dans les cinq ans précédant la demande d'autorisation, pour des infractions en matière de police du commerce, de concurrence déloyale, de protection des travailleurs et de salubrité ou de sécurité publiques.

Redevance **Art. 32** <sup>1</sup>L'autorisation est accordée contre paiement d'un émolument fixé par le Conseil d'Etat.

<sup>2</sup>Sont réservées les dispositions spéciales concernant le commerce ambulancier ou temporaire, le commerce des boissons alcooliques, les distributeurs et les appareils automatiques.

Retrait **Art. 33** <sup>1</sup>L'autorisation est retirée par l'autorité qui l'a accordée:

a) lorsque les conditions de son octroi ne sont plus réunies, ou qu'il survient un motif de refus;

b) lorsqu'en dépit d'un avertissement formel, le titulaire manque gravement à ses devoirs professionnels, ou ne s'acquiesce pas de la redevance à laquelle il est tenu.

<sup>2</sup>Le retrait peut porter sur une partie ou sur la totalité de l'autorisation, définitivement ou pour un temps déterminé.

## CHAPITRE 4

### Prescriptions pour certains commerces

#### *Section 1: Commerce d'occasions*

Définition **Art. 34** Est réputé commerce d'occasions, au sens de la présente loi, toute activité consistant à faire principalement ou accessoirement, à titre professionnel, le commerce d'objets mobiliers, neufs ou usagés, acquis d'autres personnes que celles qui les fabriquent ou les vendent, à intervenir comme intermédiaire dans le commerce de tels objets, ou à prendre de tels objets en consignation pour les vendre au profit d'un tiers.

Obligations du commerçant  
a) provenance des objets acquis **Art. 35**<sup>4)</sup> <sup>1</sup>Le commerçant est tenu de relever l'identité et le domicile de ses fournisseurs; il doit en outre s'assurer qu'ils ont le droit de disposer des objets offerts.

<sup>2</sup>Il ne peut conclure avec un mineur ou un interdit sans l'autorisation écrite du représentant légal.

<sup>3</sup>S'il se voit offrir un objet de provenance suspecte, il doit en différer l'acquisition et informer immédiatement la police neuchâteloise.

b) conservation des marques **Art. 36** Le commerçant est en outre tenu de ne modifier en aucune façon les marques de fabrique ou les numéros de fabrication sur les objets acquis.

---

<sup>4)</sup> Teneur selon L du 20 février 2007 (RSN 561.1) avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2007

## Section 2: Commerce ambulante ou temporaire

### Définitions

**Art. 37** <sup>1</sup>Relèvent du commerce ambulante ou temporaire soumis à autorisation:

- a) l'offre et la vente itinérantes de marchandises que le commerçant transporte avec lui et dont il fait la livraison immédiate (colportage);
- b) l'offre et la vente itinérantes de marchandises au moyen de véhicules observant un horaire régulier et servant la clientèle à des arrêts fixés à l'avance (camions-magasins);
- c) l'offre et la vente de marchandises exposées à titre temporaire dans un local ou en plein air et dont le commerçant fait la livraison immédiate (déballage);
- d) la recherche et l'achat d'objets mobiliers ainsi que la recherche et la prise de commandes de travaux pratiqués de lieu en lieu ou, à titre temporaire, dans un endroit déterminé (métiers itinérants);
- e) l'exploitation itinérante ou temporaire d'un cirque, d'une ménagerie, d'un carrousel, d'une attraction foraine ou d'une autre curiosité (activités foraines);
- f) l'offre de toute autre prestation onéreuse de nature étrangère à l'art ou au sport, lorsqu'elle revêt un caractère itinérant ou s'effectue à titre temporaire en un lieu déterminé.

<sup>2</sup>Est considérée comme temporaire toute activité dont la durée ininterrompue ne dépasse pas trente jours.

### Exceptions

**Art. 38** <sup>1</sup>Sont exceptés:

- a) le colportage et le déballage de marchandises destinées à la revente ou à un usage professionnel;
- b) l'offre et la vente de marchandises dans les salles de spectacles et autres lieux de réunion publics, dans la mesure où les marchandises mises en vente sont destinées à la satisfaction immédiate des besoins du public ou ont une relation directe avec la manifestation;
- c) le commerce ambulante ou temporaire des denrées alimentaires, des fleurs naturelles, du tabac et des journaux;
- d) le déballage de marchandises devant le magasin du vendeur;
- e) la participation à une exposition commerciale, à une foire ou à un marché.

<sup>2</sup>Les dispositions de la législation fédérale sur les voyageurs de commerce, ainsi que celles de la législation fédérale et cantonale sur le commerce des denrées alimentaires, sont réservées.

### Redevance a) perçue par l'Etat

**Art. 39** <sup>1</sup>L'autorisation d'exercer une activité relevant du commerce ambulante ou temporaire est accordée contre paiement d'une redevance fixée en fonction du prix affiché de la marchandise mise en vente ou des services offerts.

<sup>2</sup>Cette redevance est en principe de 10 à 100 francs par jour ou de 150 à 1500 francs pour trente jours. Elle est toutefois:

- a) de 10 à 250 francs par jour pour les activités foraines;
- b) de 1% du prix affiché de la marchandise mise en vente, lorsque celui-ci dépasse 10.000 francs;

c) de 2% du chiffre d'affaires réalisé pour les camions-magasins.

<sup>3</sup>Le Conseil d'Etat peut prévoir différentes catégories d'autorisations selon la nature et la valeur des marchandises mises en vente ou des services offerts.

b) perçue par la commune

**Art. 40** <sup>1</sup>La commune sur le territoire de laquelle s'exerce une activité autorisée relevant du commerce ambulante ou temporaire, à l'exception des camions-magasins, peut percevoir une redevance ne dépassant pas la moitié de celle perçue par l'Etat.

<sup>2</sup>Les conditions de perception de cette redevance sont fixées par la commune.

<sup>3</sup>Pour les camions-magasins, le tiers de la redevance perçue par l'Etat est réparti entre les communes sur le territoire desquelles le véhicule stationne pour la vente, proportionnellement au temps qu'il y passe.

Validité territoriale de l'autorisation

**Art. 41** <sup>1</sup>L'autorisation est valable pour tout le territoire cantonal, sans toutefois donner accès aux foires ou aux marchés organisés dans les communes.

<sup>2</sup>Celles-ci peuvent en outre assigner un emplacement pour l'exercice des activités foraines. Dans cette éventualité, elles sont en droit de percevoir une taxe d'utilisation de place en plus de la redevance ordinaire.

<sup>3</sup>Les prescriptions concernant l'utilisation du domaine public sont réservées.

Heures d'activité

**Art. 42** <sup>1</sup>Les activités relevant du commerce ambulante ou temporaire ne peuvent être exercées en dehors des heures d'ouverture des magasins.

<sup>2</sup>Les activités foraines sont exceptées.

<sup>3</sup>Les communes peuvent en outre accorder des dérogations lors des fêtes populaires organisées sur leur territoire.

Relations avec le public

**Art. 43** <sup>1</sup>Le commerce ambulante ou temporaire doit être exercé de manière à ne pas importuner le public.

<sup>2</sup>Il n'est permis dans les maisons, terrains clos, établissements publics, salles de spectacles et autres lieux de réunions publics qu'avec l'assentiment du propriétaire, du tenancier ou de l'exploitant.

<sup>3</sup>Tout acte accompli en violation d'une interdiction affichée à cet effet constitue une infraction à la présente loi.

Activités dangereuses pour le public

**Art. 44** Les activités foraines qui présentent des risques pour le public ne sont autorisées que si l'exploitant:

a) a pris toutes mesures utiles pour prévenir les accidents;

b) a souscrit une assurance responsabilité civile suffisante.

Marchandises exclues de la vente

**Art. 45** Le Conseil d'Etat arrête la liste des marchandises dont l'offre ou la vente peuvent facilement donner lieu à des abus et doivent être exclues sous forme de colportage ou de déballage.

### Section 3: Foires et marchés

Principe	<b>Art. 46</b> L'organisation des foires et des marchés est du ressort de la commune.
Réglementation	<p><b>Art. 47</b> <sup>1</sup>La commune fixe le lieu, la date et la durée des foires et des marchés organisés sur son territoire.</p> <p><sup>2</sup>Elle en définit les conditions d'accès et prescrit au besoin les mesures de police nécessaires pour y assurer l'ordre, la tranquillité et la sécurité.</p> <p><sup>3</sup>Elle ne peut percevoir d'autre redevance qu'une taxe d'utilisation de place.</p>
Surveillance	<b>Art. 48</b> La commune pourvoit à la surveillance des foires et des marchés organisés sur son territoire.
Autres dispositions	<p><b>Art. 49</b> <sup>1</sup>Les marchandises dont l'offre et la vente peuvent facilement donner lieu à des abus, selon la liste arrêtée par le Conseil d'Etat, sont exclues des foires et des marchés.</p> <p><sup>2</sup>Sont en outre réservées:</p> <p>a) les dispositions générales concernant l'exercice du commerce, la législation sur les liquidations et les opérations analogues et celle sur l'indication des prix, ainsi que les mesures prescrites pour la protection du public en matière de commerce ambulante ou temporaire;</p> <p>b) les dispositions concernant le commerce des denrées alimentaires.</p>

### Section 4: Commerce des boissons alcooliques

Définition	<b>Art. 50</b> Exerce le commerce des boissons alcooliques, au sens de la présente loi, celui qui vend de telles boissons à l'emporter, ou qui prend des commandes au détail et en fait la livraison.
Catégories d'autorisations	<p><b>Art. 51</b> <sup>1</sup>L'autorisation est délivrée pour le commerce de détail:</p> <p>a) des boissons fermentées;</p> <p>b) des boissons distillées et autres boissons alcooliques.</p> <p><sup>2</sup>Elle n'est pas nécessaire pour les personnes qui exercent le commerce de détail des boissons distillées et qui sont au bénéfice d'une autorisation fédérale.</p>
Redevance annuelle	<p><b>Art. 52</b> <sup>1</sup>L'autorisation est accordée contre paiement d'une redevance annuelle correspondant:</p> <p>a) à 1% du chiffre d'affaires réalisé l'année précédente pour les boissons fermentées;</p> <p>b) à 2% de ce chiffre d'affaires pour les boissons distillées et autres boissons alcooliques.</p> <p><sup>2</sup>Cette redevance s'élève au minimum à 100 francs par an. Elle est réduite de moitié si le titulaire de l'autorisation cesse son activité durant le premier semestre, ou si l'autorisation n'est accordée qu'au cours du second.</p>

<sup>3</sup>La redevance est fixée lors de l'octroi de l'autorisation pour la fin de la période administrative en cours. Elle est ensuite revue tous les quatre ans, lors du renouvellement de l'autorisation. Elle peut être revue en cours de période administrative, d'office ou sur requête, si ses bases de calcul se sont modifiées de manière importante.

<sup>4</sup>Le tiers de la redevance perçue est versé à la commune sur le territoire de laquelle le titulaire de l'autorisation exerce son activité.

Accords de réciprocité

**Art. 53** Le Conseil d'Etat peut conclure avec d'autres cantons des accords de réciprocité portant réduction ou suppression de la redevance annuelle pour l'autorisation délivrée aux personnes qui, au bénéfice d'une autorisation d'un autre canton, prennent, sur le territoire neuchâtelois, des commandes au détail de boissons alcooliques et en font la livraison.

Obligations du vendeur

**Art. 54** <sup>1</sup>Les boissons alcooliques vendues à l'emporter doivent être consommées hors des locaux de vente.

<sup>2</sup>Il est interdit au vendeur:

- a) d'offrir à déguster des boissons alcooliques, à titre onéreux, dans les locaux de vente;
- b) de faciliter la consommation des boissons alcooliques à proximité des locaux de vente;
- c) de vendre des boissons alcooliques, directement ou indirectement:
  - aux personnes qui se trouvent en état d'ébriété;
  - aux mineurs de moins de 16 ans ou, s'il s'agit de boissons distillées, aux mineurs de moins de 18 ans.

Régime spécial

**Art. 55** Les producteurs de vin du canton peuvent vendre le produit de leur propre récolte sans autorisation et sans payer de redevance.

### *Section 5: Distributeurs et appareils automatiques*

Définition

**Art. 56** Est considéré comme distributeur ou appareil automatique soumis à autorisation tout appareil que l'utilisateur fait fonctionner au moyen d'une pièce de monnaie, d'un jeton ou d'un autre titre de paiement.

Appareils interdits

**Art. 57**<sup>5)</sup> Sont interdits les appareils:

- a) de jeux d'adresse offrant la chance de réaliser un gain en argent ou d'obtenir tout autre avantage matériel;
- b) distribuant des boissons alcooliques;
- c) distribuant des marchandises dont l'offre et la vente peuvent facilement donner lieu à des abus, selon la liste arrêtée par le Conseil d'Etat.

Dispense de l'autorisation

**Art. 58** <sup>1</sup>Peuvent être installés et exploités sans autorisation:

- a) les distributeurs de timbres-poste et de billets ou autres titres de transport public;

---

<sup>5)</sup> Teneur selon L du 24 octobre 2000 (FO 2000 N° 84)

- b) les distributeurs et appareils automatiques exploités dans les locaux de vente, pour des marchandises que le commerçant est autorisé à vendre ou des prestations de service directement en rapport avec son activité principale;
- c) les distributeurs et appareils automatiques mis gratuitement à la disposition du public;
- d) les distributeurs et appareils automatiques exploités exclusivement au profit d'institutions d'utilité publique.

<sup>2</sup>Le Conseil d'Etat peut au besoin prévoir d'autres cas de dispense.

Redevance  
a) perçue par  
l'Etat

**Art. 59** <sup>1</sup>Pour chaque appareil soumis à autorisation, l'Etat perçoit une redevance annuelle de 100 à 1000 francs.

<sup>2</sup>Cette redevance est fixée en fonction du rendement probable de l'appareil.

<sup>3</sup>Elle est réduite de moitié si l'appareil cesse d'être exploité au cours du premier semestre ou s'il est installé au cours du second.

<sup>4</sup>Lorsque l'intérêt public le justifie, le Conseil d'Etat peut exonérer de la redevance, totalement ou partiellement, certains types ou certaines catégories de distributeurs ou d'appareils automatiques.

b) perçue par la  
commune

**Art. 60** <sup>1</sup>La commune sur le territoire de laquelle un appareil est installé peut percevoir une redevance ne dépassant pas la moitié de celle perçue par l'Etat.

<sup>2</sup>Les conditions de perception de cette redevance sont fixées par la commune.

Conditions  
d'exploitation

**Art. 61** Le Conseil d'Etat fixe pour le surplus les conditions d'exploitation des distributeurs et appareils automatiques.

### *Section 6: Taxis*

Définition

**Art. 62** Est considérée comme un taxi toute voiture automobile légère de huit places au plus, qui est mise à la disposition du public avec un chauffeur pour le transport des personnes et qui n'observe ni itinéraire ni horaire fixes.

Conditions  
d'exploitation

**Art. 63** <sup>1</sup>La commune sur le territoire de laquelle stationne régulièrement un taxi en fixe les conditions d'exploitation.

<sup>2</sup>Elle détermine notamment:

- a) les conditions personnelles et professionnelles auxquelles doivent répondre l'exploitant et les chauffeurs;
- b) la mesure dans laquelle un taxi peut stationner sur le domaine public communal et les conditions auxquelles ce stationnement est subordonné;
- c) la mesure dans laquelle un taxi est tenu de transporter un client.

<sup>3</sup>Elle peut fixer un tarif obligatoire, émettre d'autres prescriptions de police portant notamment sur le comportement des chauffeurs et l'équipement des véhicules, percevoir des émoluments pour les autorisations qu'elle délivre et les décisions qu'elle prend.

### *Section 7: Opérations de crédit*

- Etablissement de prêts sur gages  
a) principe **Art. 64** L'octroi, à titre professionnel, de prêts sur gages, au sens des articles 907 et suivants du code civil suisse, ne peut être confié qu'à un établissement public cantonal doté de la personnalité morale.
- b) organisation **Art. 65** <sup>1</sup>Le Conseil d'Etat décide de l'opportunité d'instituer un tel établissement.  
<sup>2</sup>Il en règle l'organisation, définit le statut du personnel et nomme la personne qui en assume la direction et la responsabilité.  
<sup>3</sup>Il fixe les conditions des prêts.
- c) responsabilité **Art. 66** L'Etat répond subsidiairement des engagements que l'établissement ne pourrait honorer.

### **Art. 67 à 70<sup>6)</sup>**

### *Section 8: Liquidations et opérations analogues*

### **Art. 71 à 77<sup>7)</sup>**

### *Section 9: Délégation de compétence au Conseil d'Etat*

- Substances explosibles **Art. 78** <sup>1</sup>Le Conseil d'Etat prend les mesures d'application de la législation fédérale sur les substances explosibles.  
<sup>2</sup>Il arrête les dispositions nécessaires dans les domaines qui sont restés du ressort cantonal et peut déléguer une partie de ses attributions aux communes.
- Métaux précieux **Art. 79** Le Conseil d'Etat peut créer des bureaux de contrôle des métaux précieux et des ouvrages en métaux précieux, ou autoriser la création de tels bureaux.
- Métrologie **Art. 80** <sup>1</sup>Le Conseil d'Etat pourvoit à l'application de la législation fédérale sur la métrologie.  
<sup>2</sup>Il crée en particulier un office cantonal de vérification en métrologie dont il définit les tâches et l'organisation.

### *Section 10: Activité de traiteur*

- Définition **Art. 80a<sup>8)</sup>** <sup>1</sup>Exerce une activité de traiteur, au sens de la présente loi, celui qui, sans être titulaire de l'une des patentes prévues par la loi sur les établissements publics, du 1<sup>er</sup> février 1993, organise des repas en faveur de tiers, au domicile de ces derniers ou dans d'autres locaux, en leur fournissant des prestations équivalentes à celles d'un restaurateur, consistant notamment en la préparation, la livraison et le service de mets et de boissons.

---

<sup>6)</sup> Abrogés par L du 25 juin 2003 (FO 2003 N° 49) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2004

<sup>7)</sup> Abrogés par L du 5 février 1996 (FO 1996 N° 13)

<sup>8)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> février 1993 (FO 1993 N° 12)

<sup>2</sup>L'autorisation d'exercer l'activité de traiteur indique si et dans quelle mesure elle confère le droit de vendre des boissons alcooliques.

Exigences professionnelles

**Art. 80b<sup>9)</sup>** Celui qui veut exercer une activité de traiteur doit être titulaire d'un certificat de formation professionnelle en relation avec les branches de l'hôtellerie, de la restauration ou du secteur alimentation, tel que CFC de cuisinier, boucher, boulanger, etc., ou de tout autre titre reconnu équivalent par le Conseil d'Etat.

Redevance

**Art. 80c<sup>10)</sup>** <sup>1</sup>L'autorisation d'exercer une activité de traiteur est soumise à une redevance annuelle calculée par l'autorité compétente sur la base du chiffre d'affaires réalisé l'année précédente.

<sup>2</sup>D'un montant minimum de 400 francs, elle est perçue au taux de 0,7% jusqu'à un montant maximum de 5000 francs, puis de 0,35% au-delà.

<sup>3</sup>Les taux et le montant maximum prévus à l'alinéa précédent sont réduits de moitié si l'autorisation ne donne pas le droit de fournir ou de servir des boissons alcooliques.

<sup>4</sup>Les montants minimums et maximums prévus au deuxième alinéa sont indexés à l'indice suisse des prix à la consommation établi par le Département fédéral de l'économie publique. Ils seront réadaptés par le Conseil d'Etat, le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, sur la base de cet indice au 30 novembre précédent, à condition que l'adaptation soit égale ou supérieure à 5% depuis le moment où les montants minimums et maximums ont été fixés pour la dernière fois. Les montants obtenus sont arrondis à la dizaine de francs supérieure pour le minimum et à la centaine de francs supérieure pour le maximum.

## CHAPITRE 5

### Exécution

Compétence du Conseil d'Etat

**Art. 81** <sup>1</sup>Le Conseil d'Etat arrête les dispositions d'exécution de la présente loi.

<sup>2</sup>Il désigne les autorités compétentes, fixe le montant des émoluments dus dans les cas non prévus par la loi et définit la procédure à suivre pour l'octroi des autorisations.

<sup>3</sup>Il désigne le département chargé de veiller à l'application de la présente loi et de ses dispositions d'exécution.

Collaboration

**Art. 82** <sup>1</sup>Les autorités cantonales et communales chargées de la police du commerce collaborent entre elles et se concertent pour assurer une application cohérente de la présente loi.

<sup>2</sup>Elles se communiquent les décisions qu'elles rendent dans ce domaine, se transmettent leurs informations et se donnent connaissance des infractions qu'elles constatent.

Mesures administratives  
a) visite des lieux

**Art. 83** Dans la mesure nécessaire à l'exécution de la présente loi, les représentants de l'autorité compétente ont accès aux locaux affectés à

<sup>9)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> février 1993 (FO 1993 N° 12)

<sup>10)</sup> Introduit par L du 1<sup>er</sup> février 1993 (FO 1993 N° 12)

l'exercice du commerce et à leurs dépendances, pendant leurs heures d'ouverture, et sont autorisés:

- a) à inspecter les locaux, ainsi que les objets, registres, livres comptables et pièces justificatives qui s'y trouvent;
- b) à prélever des échantillons;
- c) à saisir et à emporter le matériel pouvant servir de pièce à conviction.

b) autres mesures **Art. 84** <sup>1</sup>Indépendamment des autres mesures prévues par la législation fédérale ou cantonale, ou par la présente loi et ses dispositions d'exécution, l'autorité compétente prend toute mesure propre à faire cesser un état de fait contraire au droit.

<sup>2</sup>Elle peut notamment ordonner la fermeture de locaux, l'enlèvement d'installations ou le séquestre d'objets ou de valeurs servant, ayant servi ou devant servir à une activité illicite, ou qui en sont le produit.

c) séquestre **Art. 85** <sup>1</sup>Les objets et valeurs séquestrés sont remis à l'autorité judiciaire compétente, qui statue sur leur sort conformément aux dispositions du code pénal suisse et du code de procédure pénale neuchâtelois.

<sup>2</sup>Si l'objet séquestré est sujet à une prompte détérioration, il est immédiatement réalisé, et le produit de la réalisation est remis à l'autorité judiciaire.

Obligations du commerçant **Art. 86** <sup>1</sup>Le commerçant est tenu de renseigner l'autorité compétente sur son activité et de lui fournir au besoin les documents et pièces justificatives nécessaires.

<sup>2</sup>Il répond administrativement des actes commis par les membres de son personnel ou par ses auxiliaires.

Responsabilité du propriétaire du commerce **Art. 87** Le propriétaire du commerce est solidairement responsable du paiement des redevances, émoluments et autres droits dus en vertu de la présente loi par le titulaire de l'autorisation ou l'exploitant du commerce.

Droits éludés **Art. 88** Les redevances, émoluments et autres droits éludés pour une activité soumise à la présente loi sont perçus après coup, sans préjudice de toute autre sanction administrative ou pénale.

Procédure et voies de droit **Art. 89** Sous réserve des prescriptions particulières de la présente loi, la procédure et les voies de droit sont régies par la loi sur la procédure et la juridiction administratives, du 27 juin 1979<sup>11)</sup>, et la loi sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration cantonale, du 22 mars 1983<sup>12)</sup>.

---

<sup>11)</sup> RSN 152.130

<sup>12)</sup> RSN 152.100

## CHAPITRE 6

**Dispositions pénales**

Contraventions	<p><b>Art. 90</b><sup>13)</sup> <sup>1</sup>Les infractions à la présente loi et à ses dispositions d'exécution sont punies de l'amende.</p> <p><sup>2</sup>Sont passibles des mêmes peines:</p> <p>a) celui qui aura remis à un tiers, pour qu'il en fasse usage, une autorisation établie à son nom personnel;</p> <p>b) celui qui aura utilisé une autorisation établie au nom d'un tiers.</p> <p><sup>3</sup>La tentative et la complicité sont punissables.</p> <p><sup>4</sup>L'application des dispositions pénales particulières de la législation fédérale et cantonale demeure réservée.</p>
Infraction commise dans la gestion d'une entreprise	<p><b>Art. 91</b> <sup>1</sup>Lorsqu'une infraction est commise dans la gestion d'une personne morale, d'une société commerciale ou d'une entreprise individuelle, les dispositions pénales s'appliquent à la personne physique qui a ou aurait dû agir pour elle.</p> <p><sup>2</sup>La personne morale, la société ou le propriétaire de l'entreprise sont solidairement responsables de l'amende et des frais, à moins qu'ils ne prouvent avoir pris toutes mesures utiles pour assurer une gestion conforme aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur.</p> <p><sup>3</sup>Le jugement pénal fixe l'étendue de cette responsabilité.</p>
Responsabilité solidaire	<p><b>Art. 92</b> Dans la même mesure, le titulaire de l'autorisation ou l'exploitant du commerce répondent solidairement de l'amende et des frais auxquels ont été condamnés les membres de leur personnel ou leurs auxiliaires.</p>
Sort des biens séquestrés	<p><b>Art. 93</b> <sup>1</sup>Dans la mesure où le jugement pénal n'ordonne pas leur confiscation au profit de l'Etat, les objets et valeurs séquestrés servent de garantie au paiement des amendes et des frais, ainsi que des redevances, émoluments et autres droits éludés.</p> <p><sup>2</sup>Le Conseil d'Etat fixe la procédure de réalisation.</p>
Communication des décisions	<p><b>Art. 94</b> <sup>1</sup>Toute décision prise par une autorité pénale du canton en vertu de la présente loi ou de ses dispositions d'exécution doit être communiquée:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– au département compétent, lorsqu'elle concerne l'application du droit cantonal;</li> <li>– au Conseil communal intéressé, lorsqu'elle concerne l'application du droit communal.</li> </ul> <p><sup>2</sup>Si l'administration cantonale ou le Conseil communal en font la demande, le dossier doit leur être soumis.</p>

---

<sup>13)</sup> Teneur selon L du 31 octobre 2006 (FO 2006 N° 85)

CHAPITRE 7

**Dispositions transitoires et finales**

Dispositions  
transitoires  
a) autorisations  
délivrées

**Art. 95** <sup>1</sup>Les autorisations délivrées avant l'entrée en vigueur de la présente loi restent valables pour autant que leurs titulaires satisfassent aux nouvelles exigences.

<sup>2</sup>S'ils n'y satisfont pas, ils ont une année pour s'adapter.

b) activités  
nouvellement  
réglementées

**Art. 96** <sup>1</sup>Les personnes qui exercent une activité commerciale nouvellement soumise à autorisation doivent, si elles entendent la poursuivre, adresser à l'autorité compétente, dans les trois mois, une demande d'autorisation.

<sup>2</sup>En tant que besoin, elles pourront bénéficier d'un délai pour s'adapter aux nouvelles exigences et conditions légales.

c) dispositions  
d'application

**Art. 97** Pour autant qu'ils n'entrent pas en conflit avec la présente loi, les arrêtés et règlements édictés par le Conseil d'Etat dans le domaine de la police du commerce demeurent en vigueur jusqu'à leur remplacement par de nouvelles dispositions.

Dispositions  
modifiées  
a) loi sur le cinéma

**Art. 98** L'article 53 de la loi sur le cinéma, du 7 juin 1966<sup>14)</sup>, est abrogé et remplacé par la disposition suivante:

*Art. 53<sup>15)</sup>*

b) loi sur la  
protection des  
monuments et  
des sites

**Art. 99** Les articles 14 et 15 de la loi sur la protection des monuments et des sites, du 26 octobre 1964<sup>16)</sup>, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes:

*Art. 14 et 15<sup>17)</sup>*

c) loi  
d'organisation  
judiciaire  
neuchâteloise

**Art. 100** L'article 9 de la loi d'organisation judiciaire neuchâteloise (OJN), du 27 juin 1979<sup>18)</sup>, est abrogé et remplacé par la disposition suivante:

*Art. 9<sup>19)</sup>*

Abrogation du droit  
antérieur

**Art. 101** Sont abrogés dès l'entrée en vigueur de la présente loi:

a) la loi sur les prêteurs sur gage et les fripiers, du 15 février 1883<sup>20)</sup>;

b) le décret concernant un article additionnel à la loi sur les prêteurs sur gage et les fripiers, du 2 novembre 1892<sup>21)</sup>;

---

<sup>14)</sup> RLN III 734; actuellement L du 28 janvier 2003 (RSN 933.40)

<sup>15)</sup> Texte inséré dans ladite loi

<sup>16)</sup> Abrogée; actuellement L du 27 mars 1995 (RSN 461.30)

<sup>17)</sup> Texte inséré dans ladite loi

<sup>18)</sup> RSN 161.1

<sup>19)</sup> Texte inséré dans ladite loi

<sup>20)</sup> RLN I 58

<sup>21)</sup> RLN I 66

- c) l'article 103 de la loi concernant l'introduction du code civil suisse, du 22 mars 1910<sup>22)</sup>;
- d) l'article 26 de la loi pour l'exécution de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, du 22 mars 1910<sup>23)</sup>;
- e) la loi sur l'exercice des professions ambulantes, du 13 avril 1937<sup>24)</sup>;
- f) l'article 62 du code pénal neuchâtelois, du 20 novembre 1940<sup>25)</sup>;
- g) les articles premier, alinéa 1, chiffres 3 et 4, 2, chiffre 2, 3, 4, alinéa 1, chiffre 4, 46, 69 à 73 de la loi sur les établissements publics, les cercles, les débits de boissons alcooliques et autres établissements analogues, du 2 juillet 1962<sup>26)</sup>;
- h) le décret concernant les distributeurs et les appareils automatiques, du 17 juin 1963<sup>27)</sup>;
- i) la loi sur la fermeture des magasins durant la semaine, du 1<sup>er</sup> octobre 1968<sup>28)</sup>;
- j) la loi concernant la création d'un office de vérification en métrologie, du 19 octobre 1982<sup>29)</sup>;
- k) la loi d'introduction de la loi fédérale sur les substances explosibles, du 15 octobre 1984<sup>30)</sup>;
- l) la loi d'introduction de la loi fédérale contre la concurrence déloyale (LCD), du 4 octobre 1988<sup>31)</sup>.

Référendum **Art. 102** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Promulgation **Art. 103** <sup>1</sup>Le Conseil d'Etat pourvoit, s'il y a lieu, à la promulgation et à l'exécution de la présente loi.

<sup>2</sup>Il fixe la date de son entrée en vigueur.

Loi promulguée par le Conseil d'Etat le 11 novembre 1992,  
avec effet au 1<sup>er</sup> décembre 1992 pour les articles 8 à 27 et 101, lettre *i*;  
au 1<sup>er</sup> juillet 1993 pour le reste de la loi, soit les articles 1 à 7, 28 à 100, lettres *a* à *h* et *j* à *l*, 102, et 103.

<sup>22)</sup> RSN 211.1

<sup>23)</sup> RLN I 196; actuellement L du 12 novembre 1996 (RSN 261.1)

<sup>24)</sup> RLN I 667

<sup>25)</sup> RSN 312.0

<sup>26)</sup> RLN III 146; actuellement L du 1<sup>er</sup> février 1993 (RSN 933.10)

<sup>27)</sup> RLN III 313

<sup>28)</sup> RLN IV 95

<sup>29)</sup> RLN IX 106

<sup>30)</sup> RLN X 434

<sup>31)</sup> RLN XIV 26

## TABLE DES MATIERES

## Loi sur la police du commerce

	<i>Article</i>
CHAPITRE PREMIER	
<b>Dispositions générales</b>	
But .....	1
Champ d'application .....	2
Réserves .....	3
Exercice du commerce .....	4
a) identification .....	4
b) obligation de loyauté .....	5
c) publicité .....	6
d) locaux .....	7
CHAPITRE 2	
<b>Ouverture des magasins</b>	
Définition .....	8
Heures d'ouverture .....	9
Ouvertures tardives et prolongées .....	10
Fin du service .....	11
Fermeture hebdomadaire .....	12
a) principe .....	12
b) succursales .....	13
Dimanches et jours fériés .....	14
a) principe .....	14
b) exceptions .....	15
c) compensation .....	16
Cas particuliers .....	17
Circonstances exceptionnelles .....	18
Magasins à caractère accessoire .....	19
Exploitations non réglementées .....	20
Régimes spéciaux .....	21
Expositions commerciales .....	22
a) définition .....	22
b) autorisation .....	23
c) ouverture .....	24
d) dérogations .....	25
e) interdiction de vente directe .....	26
Protection des travailleurs .....	27
CHAPITRE 3	
<b>Régime de l'autorisation</b>	
Activités soumises à autorisation .....	28
Conditions personnelles .....	29
Durée .....	30
Motifs de refus .....	31
Redevance .....	32
Retrait .....	33
CHAPITRE 4	
<b>Prescriptions pour certains commerces</b>	
<i>Section 1: Commerce d'occasions</i>	
Définition .....	34
Obligations du commerçant .....	35

a) provenance des objets acquis .....	35
b) conservation des marques .....	36
<i>Section 2: Commerce ambulant ou temporaire</i>	
Définitions .....	37
Exceptions .....	38
Redevance .....	39
a) perçue par l'Etat .....	39
b) perçue par la commune .....	40
Validité territoriale de l'autorisation .....	41
Heures d'activité .....	42
Relations avec le public .....	43
Activités dangereuses pour le public .....	44
Marchandises exclues de la vente .....	45
<i>Section 3: Foires et marchés</i>	
Principe .....	46
Réglementation .....	47
Surveillance .....	48
Autres dispositions .....	49
<i>Section 4: Commerce des boissons alcooliques</i>	
Définition .....	50
Catégories d'autorisations .....	51
Redevance annuelle .....	52
Accords de réciprocité .....	53
Obligations du vendeur .....	54
Régime spécial .....	55
<i>Section 5: Distributeurs et appareils automatiques</i>	
Définition .....	56
Appareils interdits .....	57
Dispense de l'autorisation .....	58
Redevance .....	59
a) perçue par l'Etat .....	59
b) perçue par la commune .....	60
Conditions d'exploitation .....	61
<i>Section 6: Taxis</i>	
Définition .....	62
Conditions d'exploitation .....	63
<i>Section 7: Opérations de crédit</i>	
Etablissement de prêts sur gages .....	64
a) principe .....	64
b) organisation .....	65
c) responsabilité .....	66
Abrogés .....	67 à 70
<i>Section 8: Liquidations et opérations analogues</i>	
Abrogés .....	71 à 77
<i>Section 9: Délégation de compétence au Conseil d'Etat</i>	
Substances explosibles .....	78
Métaux précieux .....	79
Métrologie .....	80
<i>Section 10: Activité de traiteur</i>	
Définition .....	80a
Exigences professionnelles .....	80b

Redevance .....	80c
CHAPITRE 5	
<b>Exécution</b>	
Compétence du Conseil d'Etat .....	81
Collaboration .....	82
Mesures administratives .....	83
a) visite des lieux .....	83
b) autres mesures .....	84
c) séquestre .....	85
Obligations du commerçant .....	86
Responsabilité du propriétaire du commerce .....	87
Droits élundés .....	88
Procédure et voies de droit .....	89
CHAPITRE 6	
<b>Dispositions pénales</b>	
Contraventions .....	90
Infraction commise dans la gestion d'une entreprise .....	91
Responsabilité solidaire .....	92
Sort des biens séquestrés .....	93
Communication des décisions .....	94
CHAPITRE 7	
<b>Dispositions transitoires et finales</b>	
Dispositions transitoires .....	95
a) autorisations délivrées .....	95
b) activités nouvellement réglementées .....	96
c) dispositions d'application .....	97
Dispositions modifiées .....	98
a) loi sur le cinéma .....	98
b) loi sur la protection des monuments et des sites .....	99
c) loi d'organisation judiciaire neuchâteloise .....	100
Abrogation du droit antérieur .....	101
Référendum .....	102
Promulgation .....	103